

## CORONAVIRUS COVID-19

### ARRÊT DE TRAVAIL PARENTS D'ÉLÈVES - DEMARCHES A SUIVRE

#### **Pour les salariés, salariés agricoles, marins, clerks et employés de notaire :**

**Conduite à tenir pour le parent d'un enfant d'une école fermée parce que se situant dans un foyer de circulation du virus qui doit rester chez lui pour garder son enfant de moins de 16 ans à domicile :**

- J'informe mon employeur que je dois garder mon enfant à la maison et j'envisage avec lui les modalités de télétravail qui pourraient être mises en place ;  
Pour mémoire, le télétravail est un droit prévu par l'article L. 1222-9 du code du travail issu de l'ordonnance du 22 septembre 2017. Je peux donc demander à mon employeur à bénéficier du télétravail de manière ponctuelle ou durable par tous moyens. Si mon employeur me donne son accord, cela peut se faire par tout moyen. Le refus doit être motivé. Mon employeur peut néanmoins, unilatéralement, si la situation le requiert: I. me placer en télétravail ; II modifie les dates de congés déjà posés ;
- Si aucune autre solution ne peut être retenue, je peux être placé en arrêt de travail indemnisé. Pour cela, mon employeur déclare mon arrêt de travail à compter du jour du début de l'arrêt pour une durée correspondant à la durée de fermeture de l'école. Pour cela, mon employeur doit remplir une déclaration en ligne sur le site Internet dédié <https://declare.ameli.fr/>. Comme un seul parent par enfant peut bénéficier d'un arrêt dans ce cadre, je dois fournir à mon employeur une attestation dans laquelle je m'engage à être le seul parent qui demande le bénéfice d'un arrêt de travail pour garder l'enfant à domicile et dans laquelle j'indique le nom et l'âge de l'enfant, le nom de l'établissement scolaire et de la commune où mon enfant est scolarisé ainsi que la période de fermeture de l'établissement scolaire concernée. Je m'engage également à informer mon employeur dès la réouverture de l'établissement. Je n'ai pas à contacter l'ARS ou ma caisse d'assurance maladie, c'est la déclaration de mon employeur, accompagné de la transmission des éléments de salaires selon les canaux habituels, qui va permettre l'indemnisation de mon arrêt de travail.

Le parent d'un enfant qui doit être maintenu à domicile parce que résidant dans un foyer de circulation du coronavirus même si l'établissement qui accueille l'enfant est situé en dehors de cette zone peut également bénéficier d'un arrêt indemnisé dans les mêmes conditions.

#### **Conduite à tenir pour l'employeur d'un parent d'un enfant de moins de 16 ans concerné par une mesure de fermeture de son établissement scolaire :**

- Mon salarié me contacte pour m'informer de sa situation et envisager avec moi les possibilités de télétravail.  
Pour mémoire, le télétravail est un droit prévu par l'article L. 1222-9 du code du travail issu de l'ordonnance du 22 septembre 2017. Si le poste de travail le permet, le télétravail est la solution à privilégier. Cette modalité d'organisation du travail requiert habituellement l'accord (recueilli par tous moyens) du salarié et de l'employeur, ce qui est la solution préférable. Toutefois, l'article L. 1222-11 du code

du travail mentionne le risque épidémique comme pouvant justifier le recours au télétravail sans l'accord du salarié. A cet égard vous pouvez, unilatéralement, si la situation le requiert: I. placer votre en télétravail ; II modifie ses dates de congés déjà posés ;

- Si aucune autre solution ne peut être retenue, mon salarié peut être placé en arrêt de travail et indemnisé. Pour cela, je déclare son arrêt sur le site Internet dédié <https://declare.ameli.fr/>. Je demande à mon salarié de m'adresser une attestation dans laquelle il s'engage à être le seul parent qui demande le bénéfice d'un arrêt de travail pour garder l'enfant à domicile et dans laquelle il indique le nom et l'âge de l'enfant, le nom de l'établissement scolaire et de la commune où l'enfant est scolarisé ainsi que la période de fermeture de l'établissement scolaire concerné. Mon salarié m'informe également dès la réouverture de l'établissement
- Une fois ma déclaration effectuée, je reçois un mail confirmant ma déclaration. J'envoie ensuite les éléments nécessaires à la liquidation de l'IJ selon la procédure habituelle applicable aux arrêts maladie. Si mon salarié reprend son activité avant la date de fin de l'arrêt indiquée, j'en informe l'assurance maladie selon la procédure habituelle applicable aux arrêts maladie.
- J'applique le complément employeur prévu pour les arrêts maladie à cet arrêt de travail.
- Dans la mesure du possible, je maintiens le salaire de mon salarié à hauteur de l'indemnisation versée par la sécurité sociale et du complément employeur pour les salariés concernés. Dans ce cas, je suis subrogé de plein droit dans les droits de mon salarié envers l'assurance maladie.

Le parent d'un enfant qui doit être maintenu à domicile parce que résidant dans un foyer de circulation du coronavirus même si l'établissement qui accueille l'enfant est situé en dehors de cette zone peut également bénéficier d'un arrêt indemnisé dans les mêmes conditions.

### **Travailleurs non -salariés :**

Conduite à tenir pour les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles parent d'un enfant de moins de 16 ans concerné par une mesure de fermeture de son établissement scolaire situé dans un foyer de circulation du virus :

- Je déclare mon arrêt sur le site Internet dédié <https://declare.ameli.fr/>.